

Mois de la sensibilisation au cancer du sein

Le SOIR

● Baie-des-Chaleurs

Futur quai récréotouristique

Chandler dévoile sa vision 3D

page 7

Photo Ville de Chandler

Les baleines attirent le monde scientifique pages 8-9



Photo HWWC

La résilience de Justin Blais page 16



Photo courtoisie

PPAW : le chantier avance rondement

Faisant état de l'avancement du chantier du parc éolien Pohénégamook-Picard-Saint-Antonin-Wolastokuk (PPAW), l'Alliance de l'énergie de l'Est et son partenaire Invenergy indiquent qu'il devrait entrer en service comme prévu en décembre 2026.

Nelson Sergerie

Depuis le début de l'année, les travaux de déboisement ont été exécutés par une entreprise locale et une entreprise wolastoqué, l'aménagement des aires de travail et des chemins ainsi que la construction des fondations d'éoliennes progressent bien.

«On avait un objectif de mise en service commerciale le 1^{er} décembre 2026. On procède dans les temps requis, l'échéancier est respecté et je dirais qu'on a de nombreux travailleurs sur le chantier qui nous permettent de maintenir la cadence», note le président de l'Alliance, Michel Lagacé.

Plus de 400 travailleurs s'affairent à livrer le parc dans les délais prévus avec un budget de 1,1 milliard \$ qui devrait être respecté. Les livraisons des composantes sont pratiquement complétées, alors qu'a débuté en septembre le transport des sections de tours fabriquées par Marmen Énergie à Matane.

«On a déjà des parties de tours montées. On assemble trois pièces sur six et l'année prochaine, on terminera les trois autres pièces et, par la suite, monter les turbines, les hubs et les pales. Ça va aller rondement», indique monsieur Lagacé.

Trois sections cet automne

L'objectif de l'équipe de construction est d'ériger cet automne trois sections de tours sur un total de six sections, pour une vingtaine d'éoliennes sur 56. Cependant, les pales ne proviendront pas de l'usine LM Wind Power de Gaspé.



Le président de l'Alliance de l'énergie de l'Est Michel Lagacé et le vice-président, développement et énergies renouvelables chez Invenergy, Louis Robert. Photo courtoisie

«Il y a des pales fabriquées à Gaspé. Ce qu'on va souhaiter, c'est que GE puisse offrir des pales pour le marché québécois. Ce serait une excellente nouvelle. Les tours chez Marmen et les pales à Gaspé, ce serait extraordinaire», évoque Michel Lagacé.

Les pales viendront de l'extérieur du Canada. «C'est à GE de faire des

propositions pour le marché intérieur. Il serait plus que souhaitable que GE réintègre le marché québécois», insiste le président qui rappelle qu'en août, Hydro-Québec, l'alliance et les Micmacs de la Gaspésie ont conclu une entente pour développer éventuellement 6000 mégawatts dans l'Est-du-Québec, sans compter les autres projets existants.

Société de l'assurance automobile du Québec

PROJET PILOTE

Horaire modifié au Centre de services de Bonaventure du 20 octobre 2025 au 27 mars 2026

Dimanche	Fermé
Lundi	8 h 30 à 16 h 30
Mardi	Fermé
Mercredi	10 h à 16 h 30
Jeudi	Fermé
Vendredi	8 h 30 à 16 h 30
Samedi	Fermé

En basse saison, les journées de fermeture permettent de réaffecter le personnel à d'autres tâches, pour maintenir les services en région, préserver les emplois et réduire les délais de traitement.

Planifiez votre visite en prenant rendez-vous en ligne :



saaq.gouv.qc.ca/
rdv-bonaventure

Société de l'assurance
automobile
Québec

Coups de feu à Port-Daniel-Gascons Individus envoyés en prison

Trois des cinq individus arrêtés à la suite de coups de feu tirés sur une résidence de Port-Daniel-Gascons, le 24 novembre 2024, devront passer plusieurs mois en prison à la suite de leur interpellation.

Nelson Sergerie

Jennifer Labrie-Pelletier, 27 ans, de Cap-Chat, a été condamnée à un total de 39 mois de pénitencier. Son conjoint, Maxime Hamilton, 28 ans, qui a tiré un des coups de feu sur la résidence, a reçu une peine de 78 mois, moins la détention préventive. Réjean Couturier, un homme de 49 ans de Rimouski, est condamné à cinq ans de prison.

Selon la preuve, les trois complices avaient planifié, avec deux autres prévenus, avaient convenu une opération dans un motel de Chandler pour intimider un homme sans utiliser leurs armes. Une fois leur plan au point,

ils s'étaient rendus au domicile de la victime à Port-Daniel-Gascons. Hamilton avait tiré avec son arme alors que Couturier avait utilisé un carreau avec une arbalète à air comprimé, manquant de peu la victime.

Quant aux deux autres suspects, Frank Bédard, 46 ans, de Saint-Raymond, et Éric Laflamme, 46 ans, de Saint-Alban, leurs dossiers cheminent dans l'appareil judiciaire.



Le palais de justice de New Carlisle. Photo Nelson Sergerie



Un hub d'innovation à la fine pointe

Les nouveaux espaces de travail de 40 000 pieds carrés comprennent plusieurs laboratoires.
Photo Jean-Philippe Thibault

Chercheurs et scientifiques de Merinov ont commencé à poser leurs valises depuis juin à leur nouveau hub d'innovation de Grande-Rivière, gracieuseté d'investissements colossaux de près de 32 millions de dollars, dont la part du lion - près de 26 millions - provient de Québec.

Jean-Philippe Thibault

Ce 15 octobre, les locaux ont été inaugurés en présence du ministre Donald Martel, en tournée dans la région. Les travaux avaient débuté en juin 2023 et la première pelletée de terre s'était faite en présence de son prédécesseur à la tête du MAPAQ, André Lamontagne.

La boucle est aujourd'hui bouclée.

«Ça marque un tournant pour l'industrie maritime, se réjouit le directeur général de Merinov, David Courtemanche. C'est plus qu'un lieu de recherche : le Québec possède les ressources et le savoir-faire pour devenir un leader en innovation.»

Les travaux de restauration à l'ancien Carrefour national de l'aquaculture et des pêches – utilisé pendant seulement trois ans; fermé en 2010 et dont Merinov est devenu propriétaire depuis – ont permis de créer des espaces de travail de 40 000 pieds carrés d'infrastructures de recherche, de bureaux et de lieux pour accueillir des entreprises en démarrage. Un autre ancien bâtiment du MAPAQ a par ailleurs été récupéré dans l'exercice pour n'en former plus qu'un. L'infrastructure est située dans le parc industriel Gage-Clapperton, à un jet de pierre des usines de transformation de poissons et de fruits de mer.

Efficienc e et innovation

Pour Merinov, le plus important centre intégré de recherche appliquée dans les domaines de la pêche, de l'aquaculture, de la transformation et de la valorisation des produits aquatiques au Canada, il s'agit d'une grande étape qui a été franchie.

D'autant plus que l'idée a été lancée il y a longtemps – en 2016 – par David Courtemanche lui-même et son collègue Benoit Bazinet pour doter le Québec d'une infrastructure



Le directeur général chez Merinov, David Courtemanche.
Photo Jean-Philippe Thibault

de calibre internationale, s'inspirant d'autres centres de recherche comme en Islande ou en Norvège par exemple.

Concrètement, six nouvelles plateformes technologiques sont offertes à Grande-Rivière, dont des ateliers de design et de conception d'engins de pêche durables et une salle d'élevage piscicole. Pour faire quoi?

«Nos équipes de recherche et d'expertise accompagnent les entreprises dans l'innovation et leur avancement, explique David Courtemanche. Par exemple, une entreprise de pêche peut vouloir améliorer un engin de pêche, sa performance pour la détection du poisson ou sa manutention. Ça peut aussi être des usines de transformation qui veulent réduire leur consommation d'eau et d'énergie; automatiser leur ligne de production. En aquaculture, on peut aider à développer de nouvelles espèces ou pour être plus productif et efficace.»

Rattraper les compétiteurs

Jusqu'à tout récemment, Merinov était la seule entité au monde à être capable de maîtriser la production du loup tacheté – une espèce de poissons présente dans le nord-ouest de l'océan Atlantique – de l'œuf à l'œuf, en faisant le cycle au complet. Cet exemple n'est que la pointe de l'iceberg de leur champ de compétence.

Mais chose certaine, à l'heure où entre 80 % à 90 % des produits pêchés au Québec prennent le chemin de l'exportation, le temps file pour s'assurer d'une souveraineté alimentaire.

«Ailleurs dans le monde, ils la font la transition actuellement. Nos compétiteurs sont en train de se moderniser. On a un petit retard alors c'est le temps de le rattraper, note David Courtemanche. Il faut s'ajuster, développer de nouvelles façons de faire, être plus efficace et faire entrer l'intelligence artificielle pour être plus efficient », conclut-il.



Merinov compte sur 113 employés. Photo Jean-Philippe Thibault

Solution novatrice unique en Gaspésie pour recycler le plastique souple

Sacs de pain, de lait et de sandwichs ou poches de plastique : les plastiques souples (ceux qui s'étirent) ont majoritairement tendance à s'empiler dans les centres de récupération, sans véritable débouché significatif.

Jean-Philippe Thibault

À Grande-Rivière, la Régie intermunicipale de traitement des matières résiduelles de la Gaspésie (RITMRG) travaille depuis plus de trois ans à leur trouver une seconde vie. C'est maintenant chose faite. L'organisation a elle-même quelque 200 ballots de ces plastiques souples dans sa cour.

« Il n'y a pas vraiment de marché pour ça. On en a des quantités importantes et on voulait trouver une solution. On

est coincés avec alors on a engagé un consultant qui a fait une revue de littérature pour trouver une piste potentielle en les utilisant en granule dans la préparation du bitume », explique la directrice générale, Nathalie Drapeau.

La Régie a ensuite attribué un mandat de recherche à l'ÉTS Montréal – l'École de technologie supérieure – pour ne pas créer une solution pire que le problème. « Finalement les résultats sont soit équivalents ou supérieurs; il n'y a par exemple pas de relargage de microplastique dans la nature. »

« À ma connaissance, on est les seuls qui faisons ça. »

– Nathalie Drapeau, directrice générale

Une ligne de transformation complète a alors été mise sur pied, comprenant un convoyeur de montée qui se rend à un broyeur puis à un agglomérateur où le plastique déchiqueté se transforme à ce qui ressemble à une pâte, grâce à des lames qui se croisent et créent de la chaleur. Un granulateur termine le travail pour créer le produit fini, soit des flocons de plastique



Les plastiques souples ont maintenant des débouchés en Gaspésie. Photo RITMRG

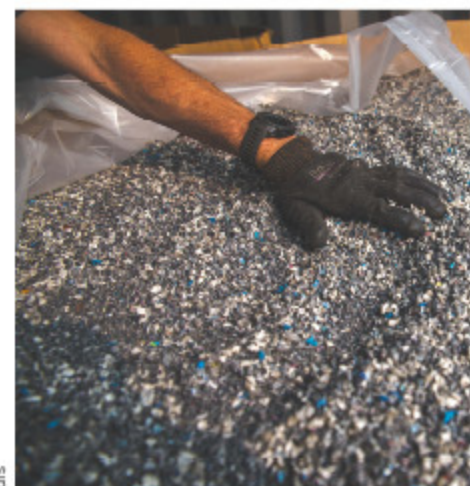
légers qui peuvent être revendus comme intrants chez des bitumiers, notamment.

« À ma connaissance, on est les seuls qui faisons ça, précise Nathalie Drapeau. On voulait faire comme avec le verre; le conditionner ici. On a trouvé des partenaires financiers pour le faire. On voulait traiter localement la matière qu'on génère régionale-ment. »

Les coûts du projet sont estimés à 800 000 \$. Depuis un mois, tous les plastiques souples reçus au centre de tri dans une journée sont traités

dans la même journée. Avec un deuxième quart de travail et une cadence accrue, on espère pouvoir revaloriser les 200 ballots accumulés.

« On est en période de test, mais on se fait les dents présentement. On invente un peu tout ça dans le processus. Je suis 100 % confiante qu'on va trouver preneur pour ces granules. On n'a pas encore débuté la mise en marché parce qu'on veut valider nos paramètres d'opération, mais on sait que le produit fini est très beau », conclut la directrice générale de la RITMRG.



Les plastiques sont transformés en granules. Photo RITMRG

À VENIR

CAHIER
DES Vœux
DE NOËL

17 DÉCEMBRE 2025



Date limite
pour envoyer
les photos
1^{er} déc.
2025

FAITES VITE!

Envoyez-nous vos photos
d'enfants dès maintenant!



OU par courriel à
mdaraiche@lesoir.ca

Important! Inscrire:

- Votre secteur
- Le prénom des enfants
- Leur âge

Le SOIR

Tournée du nouveau ministre des Pêcheries, Donald Martel

Des investissements d'envergure dans le monde des pêches

Des investissements de 4,5 millions permettront d'automatiser les lignes de production. Photo Jean-Philippe Thibault

Québec a délié les cordons de la bourse pour soutenir plusieurs entreprises du secteur des pêches à l'occasion du premier passage en Gaspésie du nouveau ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), Donald Martel.

Nelson Sergerie

L'élus s'est notamment arrêté à Cusimer à Saint-Maxime-du-Mont-Louis pour annoncer un soutien de 9,1 millions de dollars au Groupe MDMP, qui exploite des usines de transformation en Gaspésie et sur la Côte-Nord.

L'objectif est d'accroître la productivité avec l'ajout de nouvelles technologies pour traiter plus rapidement le homard et le crabe des neiges avec moins d'interventions humaines. L'investissement total est de 24,5 millions.

En Gaspésie, le groupe compte sept usines : Unipêche MDM, Cusimer, Poissonnerie Blanchette, Crustacés G. Roussy et Les crustacés de Gaspé.

Deux prêts totalisant 7,2 millions d'Investissement Québec, et une subvention de 1,9 million du MAPAQ soutiennent des projets.

Transformer le sébaste

Avec le développement du marché du sébaste, l'entreprise Les Pêcheries Gaspésiennes de Rivière-au-Renard investit 3 millions dans une première phase pour adapter une ligne de transformation pour le poisson rouge.

« C'est une ligne automatisée de transformation du sébaste qui va inclure le triage, le filetage et l'emballage du sébaste », résume le copropriétaire, Olivier Dupuis.

Les équipements sont construits au Danemark. Il restera l'assemblage et la livraison des équipements au printemps 2026.

« C'était essentiel qu'on s'automatise parce que manuellement, avec la grosseur des poissons, on n'aurait pas pu suffire à la demande. » Avec la deuxième phase, l'investissement total sera de 4,5 millions de dollars.

La consommation de sébaste augmente et les captures sont au rendez-vous, précise Olivier Dupuis. « Cette année, on prévoit transformer près de 2 millions de livres. En 2026, on va y aller sûr pour 3 millions et peut-être un peu plus selon la demande. »

En 2024, ce sont 1,2 million de livres de ce poisson qui avaient été transformées. L'entreprise travaille aussi à développer une recette afin d'alimenter le réseau de la santé selon leurs exigences, eux qui souhaitent un produit sans peau.

Pour le moment, environ 70 % du sébaste est dédié aux appâts pour le homard, et 30 % est pour la consommation humaine. « Mais c'est appelé à être transformé », croit Olivier Dupuis.

Québec a par ailleurs investi 500 000 \$ pour la ligne de transformation. Avec des frais connexes, le soutien augmente à 600 000 \$.

« La matière est beaucoup plus importante qu'elle ne l'a déjà été. Le poisson est intéressant. On a aidé l'entreprise

qui permet d'augmenter la productivité », explique le ministre Martel.

L'augmentation de la biomasse de morue à Terre-Neuve-et-Labrador permet aux Pêcheries Gaspésiennes de s'approvisionner pour faire de la transformation.

« Avec l'augmentation des quotas là-bas, on réussit à s'approvisionner. Ça fait quelques semaines qu'on est là-dedans et ça se passe bien. La qualité est au rendez-vous », avance l'entrepreneur. Cette année, le commerce de Rivière-au-Renard s'attend à transformer 300 000 livres, une quantité appelée à augmenter dans les prochaines années considérant les bonnes pêches.



Olivier Dupuis, copropriétaire des Pêcheries Gaspésiennes, en discussion avec le ministre Donald Martel. Photo Jean-Philippe Thibault



Les Pêcheries Gaspésiennes transforment plusieurs types de poisson. Photo Jean-Philippe Thibault



Le ministre de la Justice, Simon Jolin-Barrette.
Photo La Presse Canadienne— Jacques Boissinot

Constitution québécoise et avortement: fausse bonne idée

La CAQ a récemment proposé d'inscrire le droit à l'avortement dans un projet de « constitution québécoise ».

L'intention paraît noble, dans un contexte où les droits des femmes reculent. Pourquoi ne pas garantir noir sur blanc ce droit fondamental? Même si l'intention paraît louable, cette démarche s'avère malheureusement être une fausse bonne idée. Elle soulève plus de risques que de bienfaits.

Il est important de rappeler que le droit à l'avortement est déjà reconnu et protégé au Canada. Depuis l'arrêt Morgentaler en 1988, la Cour suprême a invalidé les limites juridiques de l'avortement, considérant qu'elles portaient atteinte aux droits de la Charte canadienne.

Depuis ce moment, il n'y a aucune restriction, aucune loi quant au droit à l'avortement. Cela permet un accès libre et sûr à l'avortement partout au pays. Toutefois, à travers les années, des élus ont tenté de réintroduire à plusieurs reprises des lois afin d'encadrer (entendre ici : limiter) le droit à l'avortement. C'est ce que recherchent activement les groupes anti-choix ou antiavortement : l'arrivée d'une loi qui

ouvre la porte à être modifiée.

Outil juridique flou

C'est là qu'intervient le problème. Le projet de constitution québécoise, tel que présenté par le gouvernement Legault, n'a aucune force juridique claire. Il ne s'agit pas d'une constitution d'un Québec « pays », mais d'un texte symbolique qui agira à titre de « loi des lois », sans cadre constitutionnel reconnu.

Inscrire des droits fondamentaux dans un tel document peut donc donner l'illusion d'une protection renforcée, sans que ce soit nécessairement le cas. Pire : cela pourrait ouvrir la porte à des brèches.

Plus concrètement, le gouvernement souhaite que l'on retrouve dans la constitution que l'État « protège la liberté des femmes d'avoir recours à une interruption volontaire de grossesse (IVG) ». Une fois écrit dans une loi, celle-ci peut être rouverte puis restreinte par diverses dispositions, comme le fait d'être libre d'avoir recours à l'IVG jusqu'à telle semaine, ou selon telle disposition ou dans tel cas.

Récupération politique ?

Ce n'est pas la première fois que la CAQ arrive avec cette idée de loi pour protéger le droit à l'avortement. En 2023, Martine Biron, alors ministre responsable de la condition féminine, était arrivée avec ce souhait de légiférer à ce sujet.

« Inscrire des droits fondamentaux dans un tel document peut donner l'illusion d'une protection renforcée, sans que ce soit le cas ».

Après de multiples consultations avec les groupes féministes, la société civile ainsi que des juristes qui soulevaient qu'une loi comportait plus de risque que de bénéfices, madame Biron avait finalement décidé de reculer et de travailler plutôt à l'amélioration de l'accès à l'avortement, ce qui avait alors été salué.

Alors que les débats ont déjà eu lieu et que les arguments ont déjà été mis sur la table, pourquoi le gouvernement revient-il avec une idée sur laquelle il avait déjà reculé? J'ai quand même une petite idée là-dessus. Les sondages nous disent qu'au Québec, le droit à l'avortement est non seulement respecté, mais il est aussi soutenu par un large consensus social. Si on demande à la population si elle souhaite protéger le droit à l'avortement, elle dit oui à très forte majorité.

Est-ce que cela ne serait pas une bonne raison pour la CAQ de l'intégrer à son projet de constitution, dans le but d'y ajouter un vernis féministe et progressiste? Loin de moi l'idée que le droit à l'avortement ne mériterait pas d'être défendu, bien au contraire, mais c'est problématique s'il est ici utilisé à des fins politiques sans aider réellement la cause.

Oui, protéger le droit à l'avortement est crucial. Mais le faire dans un texte symbolique sans effets juridiques clairs et qui peut ouvrir la porte à des reculs créera sans aucun doute un faux sentiment de sécurité. Les droits des femmes méritent mieux qu'un geste politique. Ils méritent des actions concrètes.

Le quai actuel serait entièrement revampé si la Ville va de l'avant avec son projet. Photo Ville de Chandler



Chandler présente son quai récréotouristique

Pour la première fois, une vision en 3D de l'éventuel quai récréotouristique de Chandler a été présentée. Ce 16 octobre en soirée, une cinquantaine de citoyens intéressés par le projet ont pu voir les esquisses.

Nelson Sergerie

Reprenant la forme actuelle du quai, l'ensemble du site serait revitalisé avec de grands espaces verts sur les berges, incluant notamment une piste cyclable.

Au quai, un espace dédié à la pêche serait ajouté dans le havre et une marina y serait implantée; un besoin pour ce genre d'infrastructure alors qu'il y a absence de port de plaisanciers entre Gaspé

et la Baie-des-Chaleurs.

Une forme de rond-point serait construite au bout du quai pour permettre aux véhicules de se retourner et qui pourrait aussi servir à la présentation d'événements culturels.

La promenade sur le quai laisserait par ailleurs une place pour l'installation de mobilier urbain ou de camions de cuisine de rue à l'image de la promenade Samuel de Champlain, le long du fleuve Saint-Laurent à Québec.

Suggestions citoyennes

Les personnes qui ont assisté à la présentation publique ont profité de l'occasion pour évoquer divers éléments afin de bonifier le projet.

Les plaisanciers ont demandé si un service de ravitaillement serait prévu, ce qui est le cas. L'électrification de la marina est aussi ciblée alors que des bateaux fonctionnent à l'énergie électrique.

Un pêcheur commercial a même soulevé l'idée d'inclure des installations pour eux, indiquant que les pêcheurs de homard devaient débarquer les captures ailleurs.

Un parc d'hivernement assez important est aussi prévu dans le contexte où un tel site est un besoin réel pour les plaisanciers. Il a même été suggéré d'accueillir des bateaux de pêche. Aucun coût n'a été soumis pour ce projet qui doit d'abord passer par l'étape d'ingénierie.

C'est avec ce plan concret que les discussions se poursuivront avec Transports Canada, qui souhaite se dessaisir de l'infrastructure.

«C'est une première esquisse. Il y a du travail à faire, des choses à améliorer, à ajouter, à enlever. Quand les gens posent des questions, ils démontrent de l'intérêt», commente le maire sortant, Gilles Daraïche. Discuter avec des acteurs marins viendra ajouter à la réflexion, précise-t-il.

Les revenus de la marina et du parc d'hivernement viendraient par ailleurs autofinancer les opérations et maintenir les infrastructures une fois qu'Ottawa aurait payé les travaux.

La candidate à la mairie contre Gilles Daraïche, Dominique Giroux, reste prudente sur la suite du projet, montrant toutefois une ouverture. «On est dans une première phase. C'est magnifique. Il faut voir les coûts. Est-ce que le fédéral va embarquer là-dedans? Ce sont des questions qu'il faut se poser. Il reste encore beaucoup de choses à faire. Moi, ma priorité, c'est vraiment le logement», commente la candidate à la mairie.

Du commercial à récréotouristique

Au départ, Chandler aurait aimé garder une vocation commerciale de son quai, notamment avec l'usine McInnis à proximité, mais le volume de transbordement évoqué n'aurait pas assuré sa rentabilité. De là est venu le concept de quai récréotouristique.

Transports Canada avait de son côté trois scénarios : démolir l'infrastructure au complet, en partie ou encore un projet de revitalisation.

En 2016, une évaluation évoquait un projet de 19 millions de dollars et en 2019, près de 40 millions pour une remise à neuf. De récents chiffres ont même avancé jusqu'à 60 millions.

Le quai a été fermé en 2016 pour des raisons de sécurité en lien avec sa vétusté. L'infrastructure avait été inaugurée en 1970 pour répondre aux besoins de l'ancienne papeterie Gaspésia, fermée en 1999.



Une cinquantaine de citoyens de Chandler ont assisté à la présentation. Photo Nelson Sergerie



Même si l'espèce demeure fragile

La baleine à bosse peut enfin respirer

Si elle a connu une légère augmentation de sa population au cours des dix dernières années, la baleine à bosse demeure néanmoins une espèce qui demeure fragile. Photo courtoisie Cétamada

Si elle a connu une légère augmentation de sa population au cours des 10 dernières années, la baleine à bosse demeure néanmoins une espèce fragile. C'est du moins le constat que fait la D^{re} Schédir Marchesseau, médecin vétérinaire et spécialiste de cette espèce.

Johanne Fournier

Celle qui est aussi vice-présidente de Cétamada, l'organisme qui a chapeauté le 4^e Congrès mondial sur les baleines à bosse qui s'est déroulé du 15 au 19 octobre à Québec et à Tadoussac, offre un bilan nuancé de l'état actuel des populations de baleines à bosse dans le monde.

«La baleine à bosse est une espèce

qui a beaucoup souffert de la pêche commerciale», explique la D^{re} Marchesseau, qui a rejoint l'équipe scientifique de Cétamada en 2015. Quoi qu'il en soit, grâce aux efforts massifs de conservation menés au cours des dernières décennies, les nouvelles sont encourageantes. Les populations du nord et du sud connaissent une augmentation annuelle dépassant les 10 %, ce qui trace un tournant remarquable pour une espèce autrefois menacée d'extinction.

Cette remontée spectaculaire s'explique par une mobilisation exceptionnelle de la part de la communauté internationale. «C'est une espèce emblématique qui est très aimée du public et qui a une résonance émotionnelle très forte», souligne l'ex-

perte. Cette connexion émotionnelle unique a permis aux organisations de conservation de mobiliser les ressources et l'attention nécessaires pour inverser le déclin. Le statut de conservation de la baleine à bosse auprès de l'Union internationale pour la conservation de la nature s'est largement amélioré ces dernières années, reflétant ces progrès tangibles.

Menaces persistantes et multiples

Le tableau n'est cependant pas entièrement rose. Malgré les avancées notables, la baleine à bosse reste un animal fragile qui fait face à une série de défis croissants. Les collisions avec les bateaux continuent de représenter une menace majeure pour les populations, particulièrement dans les zones côtières hautement fréquentées.

La diminution de ses proies alimentaires constitue également un problème croissant. L'augmentation de l'utilisation commerciale du krill, ressource cruciale dans la chaîne alimentaire marine, réduit les disponibilités nutritionnelles pour ces géants des océans.

La pollution acoustique représente un autre problème majeur. «Les baleines à bosse communiquent par des sons», rappelle l'experte des cétacés. À son avis, le bruit anthropique intensif dans les océans limite considérablement les communications entre les individus et peut réduire leur taux de survie. Toujours selon la D^{re} Marchesseau, cette perturbation sonore affecte l'ensemble du comportement social et reproductif de l'espèce.

Défis pour les populations

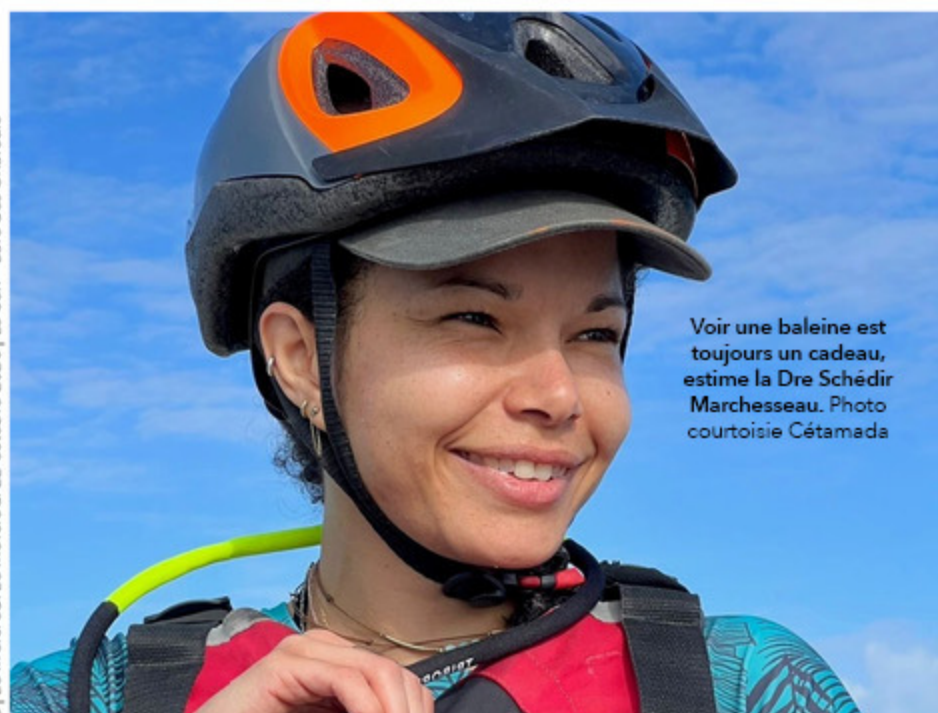
À ces situations historiques, la scientifique ajoute des menaces plus modernes. Selon Schédir Marchesseau, la pollution plastique contamine progressivement tout l'habitat des populations de baleines à bosse, avec des conséquences encore largement méconnues à long terme. Les changements climatiques posent aussi un défi de taille pour la survie de l'espèce, en créant une cascade d'impacts sur l'ensemble de l'écosystème marin.

Certains articles scientifiques récents tirent la sonnette d'alarme sur l'impact de ces changements globaux sur la baleine à bosse. Bien que la population soit actuellement en croissance, «il y a des variations qui peuvent rester très fragiles par rapport à toutes les menaces», reconnaît l'experte.

Pas de relâchement possible

La D^{re} Marchesseau est catégorique : il ne faut absolument pas relâcher les efforts de conservation. Les gains réalisés au cours des dernières décennies ne sont pas irréversibles. Chaque nouveau défi environnemental représente un risque pour cette espèce qui a déjà été extrêmement vulnérable.

«Quand on a la chance de les voir, c'est un cadeau», estime l'experte qui consacre sa vie à l'étude de ces animaux depuis dix ans. Pour elle, la baleine à bosse, symbole vivant de nos efforts de conservation, mérite une vigilance constante et un engagement renouvelé pour assurer sa survie à long terme.



Voir une baleine est toujours un cadeau, estime la Dre Schédir Marchesseau. Photo courtoisie Cétamada

4^e Congrès mondial sur les baleines à bosse à Tadoussac

Les baleines rassemblent les experts

Tadoussac a accueilli, du 15 au 19 octobre, le 4^e Congrès mondial sur les baleines à bosse, un événement d'envergure internationale qui a rassemblé plus d'une centaine de chercheurs, défenseurs de l'environnement et passionnés de la mer.



Johanne Fournier
jfournier@lesoir.ca

À travers un partenariat avec son entreprise, M - Expertise marine, l'experte en conservation marine et vulgarisation scientifique de Sainte-Luce, Lyne Morissette, a joué un rôle déterminant en tant que partenaire de l'organisation. En plus de participer à l'organisation de ce congrès, elle a contribué à positionner le Québec sur la carte mondiale de la recherche sur les baleines à bosse.

« On attendait une centaine de personnes, mais on est encore plus nombreux, se réjouit la D^{re} Schédir Marchesseau, vice-présidente de Cétamada, qui est l'organisation fondatrice de l'événement qui se tient depuis dix ans. Ça veut dire qu'il y a un réel intérêt pour notre événement. Donc, on est vraiment très content! »

Sous la gouvernance de Cétamada Madagascar et de sa filiale française, l'événement a réuni une vingtaine de nationalités, témoignant ainsi de son rayonnement international.

Double première mondiale

En se tenant à Tadoussac, ce 4^e congrès marque une double première. Non seulement c'est la première fois que l'événement se tient au Canada, mais c'est aussi la première fois qu'il s'installe dans une zone d'alimentation des baleines, plutôt que dans une zone de reproduction. Il s'agit d'un choix significatif qui reflète l'importance croissante des recherches sur les baleines qui sont menées au Québec.

Le choix de Tadoussac n'était évidemment pas fortuit. Reconnu mondialement comme l'un des meilleurs endroits pour observer les baleines à bosse et autres mammifères marins, ce village côtier offrait le cadre idéal.

À la confluence des écosystèmes d'eau douce et d'eau salée, la région possède une biodiversité exceptionnelle qui a inspiré les recherches depuis des décennies.

Arrivées une semaine avant le congrès, la médecin vétérinaire originaire de la Guadeloupe et son équipe ont eu toute une première impression du Saint-Laurent. « Dans le salon de l'Hôtel Tadoussac, on a vu deux souffles de baleine depuis le canapé, raconte Schédir Marchesseau.

Ça a été un moment absolument incroyable! On avait vraiment l'impression que les baleines nous ten-



Le 4^e Congrès mondial sur les baleines à bosse a réuni quelque 120 experts provenant de 20 pays à Tadoussac. Photo courtoisie Cétamada

daient les bras et nous souhaitaient la bienvenue dans cette région qui est magnifique! »

« Coexister avec les baleines pour nos océans »

Porteur du thème « Coexister avec

les baleines pour nos océans », le congrès a exploré des enjeux complexes : la bioacoustique des cétacés, leurs migrations transcontinentales, leur comportement social et les défis anthropiques, comme les collisions avec les navires.



Placé sous le thème « Coexister avec les baleines pour nos océans », le 4^e Congrès mondial sur les baleines à bosse a exploré différents enjeux. Photo courtoisie Cétamada



Précision

Dans l'édition du journal *Le Soir* du 15 octobre dernier, il était écrit à propos de l'ouverture de la nouvelle pharmacie du quartier Newport à Chandler qu'elle était la propriété de Terry Whittom. L'article pouvait laisser croire qu'il en était le seul propriétaire. Or, la propriété est effectivement partagée entre Michel et Terry Whittom, pharmaciens propriétaires dans la région depuis plus de 30 ans. Nos excuses pour les inconvénients que la situation aurait pu causer. Rappelons que près de 16 semaines de travaux et un investissement de 2 millions de dollars ont été nécessaires à la construction de ces nouvelles installations de 2500 pieds carrés, qui accueillent six employés. Les frères Whittom sont également pharmaciens propriétaires des succursales Jean Coutu à Chandler et à Grande-Rivière.



Désarmés, les agents se retrouvent face à des situations de plus en plus variables. Photo courtoisie



Contrôleurs routiers : le taser comme compromis ?

Le débat sur l'armement des contrôleurs routiers québécois mérite une solution nuancée. Depuis le jugement du Tribunal administratif du travail qui les a confinés aux balances fixes, ces agents se retrouvent désarmés face à des situations de plus en plus variables.

Mais, avant de brandir le drapeau rouge de la militarisation, pourquoi ne pas explorer une voie du juste milieu : l'arme à impulsions électriques ?

Les incidents documentés parlent d'eux-mêmes. Un contrôleur routier renversé au sol, la rotule disloquée. Un autre nargué et pourchassé par un automobiliste en fuite. Dans ces situations, seuls un bâton télescopique et une bonbonne de poivre de Cayenne les protégeaient. Est-ce suffisant pour des agents investis de pouvoirs quasi policiers, responsables d'arrêter des conducteurs sur les routes du Québec ?

Alternative mieux dosée ?

La question devient évidente : pourquoi la Société de l'assurance automobile du Québec refuse-t-elle de munir ses contrôleurs routiers d'une arme à feu ? Pourrait-elle envisager une solution plus graduelle et proportionnée ?

L'arme à impulsions électriques, communément appelée taser, n'offre-t-elle pas une solution mieux adaptée ? Elle neutralise une menace sans la tuer. Elle permet de maîtriser un agresseur violent qui refuse d'obtempérer, comme cet automobiliste qui s'était jeté sur un contrôleur. Elle crée littéralement une distance de sécurité, puisqu'elle fonctionne à plusieurs mètres. C'est un outil de désescalade qui ne tue pas, mais qui protège.

Les opposants au port d'armes ont soulevé la crainte de la militarisation. C'est peut-être légitime. Mais, ceux qui refusent une arme à impulsions électriques tout en acceptant les matraques et le poivre de Cayenne, ne font-ils pas preuve d'une logique étrange ? Le taser est déjà utilisé par les corps policiers partout au Canada. C'est un outil maîtrisé et régulé, dont les effets sont connus et documentés. Ce n'est pas une arme exotique sortie de nulle part !

Enjeux de sécurité

Peut-on considérer les enjeux de sécurité routière ? Chaque année, des camionneurs non qualifiés, des véhicules surchargés, des marchandises illégales circulent librement parce que les contrôleurs, cloués au sol par une décision judiciaire, ne

peuvent plus intervenir efficacement. Les 8 M\$ de revenus perdus en six mois ne sont pas qu'un chiffre. C'est autant d'infractions non détectées, autant de risques qui perdurent sur nos routes.

L'Association du camionnage du Québec le sait. Ceux qui travaillent légalement demandent davantage de contrôle, pas moins. Les conducteurs respectueux des règles ne craignent pas les inspections ; ils les réclament pour que leurs concurrents malhonnêtes cessent leurs pratiques dangereuses.

« C'est un outil maîtrisé et régulé, dont les effets sont connus et documentés. Ce n'est pas une arme exotique sortie de nulle part ! »

Pourquoi Québec hésite-t-il ?

Pourquoi le gouvernement tarde-t-il à trouver une solution ? Est-ce une question de coûts ? Pourtant, l'arme à

impulsions électriques coûte moins cher qu'un revolver, moins cher qu'une formation balistique complète et certainement moins cher que les dommages causés par les contournements de balances.

Est-ce en raison d'une question d'image politique parce que l'on craint le vocabulaire de l'armement ? Est-ce qu'équiper ses agents qui s'assurent de la protection des usagers de la route relève de la militarisation ? À mon humble avis, il s'agit seulement d'une notion de prudence élémentaire.

Il semble bien que les contrôleurs routiers n'aient jamais abusé de leurs pouvoirs. Malgré des responsabilités étendues et des incidents provocateurs, aucun excès de force n'est documenté. Leur accorder un taser, ce n'est pas leur donner carte blanche ; c'est reconnaître que les risques qu'ils affrontent méritent une protection adéquate.

Jusqu'à quand le gouvernement du Québec louvoiera-t-il ? Entre l'immobilisme et le port d'une arme à feu, ne pourrait-il pas emprunter une voie sensée ? Un outil de protection efficace et déjà éprouvé ailleurs : l'arme à impulsions électriques.

La pression s'accroît sur VIA

Plusieurs ont hâte de revoir les locomotives de VIA Rail. Photo Marielle Guay



Une cinquantaine de personnes ont répondu à l'appel. Photo fournie par Alexis Deschênes

Un rassemblement s'est tenu le samedi de l'Action de grâce à la gare de Matapédia pour mettre davantage de pression sur VIA Rail afin d'obtenir leur retour partiel dans la région.

Nelson Sergerie

La Coalition pour le retour du train de passagers en Gaspésie se montre satisfaite du rassemblement même si une cinquantaine de personnes se sont donné rendez-vous.

« Les arguments de VIA Rail sont de plus en plus étonnants. »

— Micheline Saint-Onge, porte-parole

« Ça nous a permis d'avoir des contacts avec d'autres régions. Samedi, on avait des gens de la région de Rimouski. C'était extraordinaire de voir la gare fourmiller de personnes et se raconter des histoires de trains », commente la porte-parole de la Coalition, Micheline Saint-Onge.

Les députés bloquistes Alexis Deschênes de Gaspésie-Les Îles-de-la-Madeleine et Xavier Barsalou Duval, porte-parole du parti en matière de Transports, avaient fait le voyage d'Ottawa en train et sont arrivés samedi à l'aube pour participer au rassemblement, en lui donnant une saveur nationale.

Le Bloc québécois a tenu un point de presse à Ottawa vendredi, soulevé le dossier à la période de questions aux Communes et le député Deschênes a donné des entrevues à la presse nationale.

D'ailleurs, le rassemblement de samedi a donné lieu à une dépêche de La Presse Canadienne, l'agence de presse nationale.

Augmenter le rayonnement

L'objectif était de faire connaître le dossier à plus large échelle que la Gaspésie. Le but avoué est aussi d'ajouter de la pression sur VIA Rail pour que le transporteur revienne en Gaspésie après 12 ans d'absence, jusqu'à New Carlisle ou Port-Daniel-Gascons dans un premier temps.

« C'était l'objectif. Les arguments de VIA Rail sont de plus en plus étonnants, analyse Micheline Saint-Onge. Ils attendent Gaspé, car ils disent que les gens qui prenaient le train étaient des touristes qui y venaient. Lorsqu'on avait fait une demande d'accès à l'information, la personne responsable nous avait avisés que c'était difficile de répondre à la question, car ils n'avaient pas les adresses des passagers avant 2023. En 2013, je ne sais pas comment VIA a pu évaluer que les gens qui prenaient le train ne venaient qu'à Gaspé. Il n'y a pas beaucoup ou pas d'arguments solides pour que VIA ne revienne pas en Gaspésie progressivement. »

Après la mobilisation de plus de 400 personnes en septembre et celle de l'Action de grâce, Micheline

Rencontre avec le ministre fédéral

Alexis Deschênes a discuté avec le nouveau ministre des Transports fédéral, Steven MacKinnon, afin de le sensibiliser à la demande de la Gaspésie d'obtenir le retour du train de VIA Rail.

Nelson Sergerie

« Je sens une ouverture. J'ai pris le temps d'expliquer l'importance de l'enjeu chez nous. Il était intéressé. Mon but était de l'informer, de lui dire que c'était important pour nous, de lui demander d'intervenir. Il est maintenant bien informé et on verra comment il va agir. »

Cependant, pas aucune garantie claire n'a été obtenue. Le député bloquiste de Gaspésie-Les Îles-de-la-Madeleine-Listuguj a aussi eu l'occasion de discuter avec des représentants de VIA Rail.

« La position est toujours la même. Ils disent qu'ils sont de retour à la table à dessin suivant la décision du gouvernement du Québec de retarder la réfection du rail jusqu'à Gaspé. J'ai hâte que cette table à dessin accouche d'une esquisse et que sur cette esquisse, il y ait le retour de VIA Rail jusqu'à Port-Daniel dans les meilleurs délais ! »



Le ministre des Transports Steven MacKinnon et le député Alexis Deschênes lors de leur rencontre. Photo fournie par Alexis Deschênes

Saint-Onge évoque un mouvement québécois pour forcer la main à VIA Rail.

« Il pourrait se passer des choses en lien avec le train en Gaspésie, mais aussi avec le service global dans d'autres régions du Québec. On regarde nos options pour continuer la pression et faire comprendre aux décideurs que ce n'est pas un caprice ce que les gens de la Gaspésie veulent. C'est vraiment un service essentiel qui a toujours fait partie de la Gaspésie », conclut la porte-parole de la Coalition.



Depuis l'annonce de la nouvelle hausse tarifaire américaine sur le bois d'œuvre, les ventes sont au ralenti chez Bois d'œuvre Cedrico. Photo Olivier Therriault

Les nouvelles surtaxes américaines de 10 % plongent l'entreprise du sciage bas-laurentienne dans l'incertitude, alors que les droits de douane totaux atteignent désormais 45 %.

Johanne Fournier

Dans la cour des usines de Bois d'œuvre Cedrico de Price et de Causapscal, les billots s'accumulent. Depuis l'annonce de la nouvelle hausse tarifaire américaine sur le bois d'œuvre, le produit trouve moins preneur.

Pour cette entreprise forestière bas-laurentienne en activité depuis près de 50 ans, c'est un véritable coup de hache dans le maintien et le développement de ses activités commerciales.

Depuis le 14 octobre, la Mai-

son-Blanche a imposé des droits de douane additionnels de 10 % sur le bois d'œuvre canadien, portant précisément le total des tarifs à 45,16 % à la frontière américaine. Un fardeau considérable pour Cedrico, dont 70 % du bois transformé est habituellement vendu aux États-Unis. En entrevue avec *Le Soir*, le président et directeur général de Bois d'œuvre Cedrico, Denis Bérubé, affiche un mélange de résignation et d'inquiétude.

Cinquième guerre du bois d'œuvre

Ce conflit commercial, que l'industrie appelle «Lumber 5», remonte à 2017. Il s'inscrit dans une longue série de différends commerciaux entre le Canada et les États-Unis, la première remontant aux années 1980. L'industrie américaine du sciage accuse régulièrement les producteurs canadiens de faire du dumping et de bénéficier

de subventions gouvernementales qu'elle qualifie d'injustes.

«Les Américains ont fait une plainte comme quoi les Canadiens font du dumping et ils disent qu'on est subventionné pour notre bois», raconte monsieur Bérubé.

Jusqu'en août, Cedrico payait une taxe de 15 % basée sur les données de 2022, une année où les prix du bois avaient grimpé en flèche en raison de la pandémie de COVID-19. Mais, lorsque les autorités américaines ont examiné les chiffres de 2023, année où les prix ont considérablement baissé, elles ont conclu que le dumping canadien s'était intensifié. La taxe a alors bondi à 35 %.

Compétitivité anéantie

Ces tarifs cumulatifs placent l'entreprise dans une position intenable face aux producteurs européens, qui jouissent désormais d'un avantage concurrentiel majeur. Lorsque la taxe était de 27 % lors du conflit précédent, en 2005, les scieurs européens avaient commencé à prendre graduellement des parts du marché nord-américain.

«Les industriels européens n'ont pas eu la taxe de 35 % qu'on avait, souligne l'homme d'affaires. Donc, ça leur fait de la place pour rentrer sur le marché américain. Ils ont un avantage sur les scieurs québécois et canadiens de 35 %!» Même avec la nouvelle taxe de 10 % qui s'applique aussi aux Européens depuis le 14 octobre,

leur avantage demeure substantiel, déplore Denis Bérubé.

Interrogé pour savoir si son entreprise est capable de soutenir une telle pression tarifaire, l'industriel fournit une réponse catégorique : «Non.» De plus, il observe un ralentissement de la construction aux États-Unis, un affaiblissement de la demande pour le bois canadien et la difficulté à évaluer l'ampleur de la pénétration européenne dans le marché américain.

«On est dans l'inconnu, lâche le chef d'entreprise. Puis, si la construction n'est pas plus forte qu'actuellement, il faudrait que les prix augmentent considérablement pour combler une taxe de 45 %. Donc, on s'attend à avoir des périodes qui ne seront pas faciles dans les prochains mois.»



Le président et directeur général de Bois d'œuvre Cedrico, Denis Bérubé. Photo courtoisie



Les droits de douane de 45% sur le bois d'œuvre canadien touche l'entreprise Bois d'œuvre Cedrico, notamment son usine de Causapscal. Photo Johanne Fournier

Avis et emplois



VOS PROMOS MÉRITENT MIEUX QU'UNE PAUSE!



Avec l'arrêt des circulaires postales,

Le Soir prend le relais.

Diffusez vos offres dans nos pages imprimées et numériques. **Elles seront vues, lues... et partagées!**
Rejoignez vos clients dès maintenant.

mdaraiche@lesoir.ca | 581 805-9908 poste 3170



Le SOIR

CONSEILLER (E) EN SOLUTIONS MÉDIA

Rejoignez une entreprise tournée vers l'avenir !

Les Publications Le Soir, un média régional solide et innovant, est à la recherche d'un(e) Conseiller(ère) en vente - Médias et numérique pour se joindre à notre équipe dynamique. Viens bâtir l'avenir des médias avec nous !

Qui sommes-nous ?

Un acteur clé du paysage médiatique local. Grâce à notre croissance soutenue, notre équipe passionnée et nos plateformes papier et numérique, nous servons une clientèle fidèle tout en innovant constamment.

Ton rôle :

Tu auras pour mission de développer, conseiller et entretenir des relations avec nos clients locaux et régionaux. Tu proposeras des solutions publicitaires pertinentes, efficaces et créatives, alignées sur leurs objectifs d'affaires.

Tes responsabilités :

- Développer ton portefeuille clients par la prospection active.
- Comprendre les besoins de communication des entreprises et y répondre avec des solutions sur mesure.
- Créer, négocier et conclure des offres publicitaires rentables pour les deux parties.
- Assurer un suivi rigoureux et un service client hors pair.
- Collaborer étroitement avec notre équipe marketing et rédactionnelle pour maximiser l'impact des campagnes.

Ce qu'on cherche :

Tu n'as pas besoin d'être un(e) vendeur(se) né(e), mais on cherche quelqu'un qui a :

- **Un bon système :** tu es structuré(e), tu sais t'organiser, prioriser et livrer.
- **Une curiosité naturelle :** tu poses les bonnes questions, tu cherches à comprendre les enjeux de tes clients.
- **Du jugement et le sens du travail bien fait :** tu veux que ça marche... mais tu veux aussi que ce soit bien fait.
- **Une ambition équilibrée :** tu veux performer, mais tu sais collaborer.

Autres atouts :

- Expérience en vente ou service-conseil (médias, marketing, ou numérique : un plus).
- Connaissance du territoire (Bas-Saint-Laurent / Gaspésie).
- Aisance avec les outils numériques et les réseaux sociaux.

Ce qu'on t'offre :

- Un environnement stimulant, humain et collaboratif.
- Un poste évolutif dans une entreprise en santé.
- Un salaire compétitif, avec commissions et primes de performance.
- Une formation continue et un accompagnement sur le terrain.
- Une équipe qui a du cœur et de l'humour.

Prêt(e) à embarquer ?

Envoie ton CV et une lettre de motivation à lringuet@lesoir.ca.

Viens faire partie de notre succès et bâtir les médias de demain, ici même, en région.

Le SOIR



Pour maintenir la qualité de la venaison malgré la chaleur

ZEC-BSL: aménager une chambre froide

Poursuivant sa «mission» de sensibiliser les chasseurs de grands gibiers à prélever la ressource de façon responsable, et d'assurer la pérennité des espèces, comme l'orignal, le président de la ZEC Bas-Saint-Laurent, Guillaume Ouellet, convoite maintenant le projet d'aménager une chambre froide communautaire sur le territoire.

En entrevue dans le cadre de l'émission radio et du balado «Rendez-Vous Nature», avec le réchauffement climatique et le souci de s'assurer et de maintenir la qualité de la viande sauvage des grands gibiers, celui qui est aussi le président du Réseau Zec imagine la construction d'un bâtiment réfrigéré pour y entreposer temporairement les orignaux récoltés lors de températures chaudes et anormalement élevées en automne.

Des bêtes perdues

«Je vois que des bêtes se perdent en raison de la chaleur, qu'elles chauffent comme on dit. Je souhaiterais que la ZEC-BSL puisse offrir ce service à ses membres. Je rêve d'une logistique de réfrigération, d'un projet qui offrirait ce service aux chasseurs de la zec et même des alentours. C'est embryonnaire comme idée, mais c'est possible et réalisable», estime Guillaume Ouellet.

Ce dernier voit ce projet en partenariat avec un ou des sous-traitants pour le financement et le fonctionnement d'un centre réfrigéré communautaire.

«Je poursuis dans notre volonté de sensibiliser des chasseurs à la chasse et à ce qui gravite autour. On a notamment créé des chasseurs responsables dans le tir, respectueux de la faune, on a subdivisé le territoire pour assurer la sécurité des amateurs, on a encadré la recherche des gibiers blessés avec des chiens de sang. On invite actuellement les chasseurs à protéger la femelle orignal. Mais il faut continuer dans cette voie, il faut aller encore plus loin et c'est notre prochaine étape», affirme Guillaume Ouellet.

Cœur du territoire

Selon lui, en plus de préserver la venaison des effets néfastes de la chaleur, un centre de réfrigération de proximité sur place, au cœur du territoire, garantirait aussi une meilleure qualité de la viande d'orignal et de cerf. Il rejoindrait conséquemment un plus grand nombre d'adeptes de «viande de bois» 100 % naturelle.

«C'est bien beau de récolter un gros buck», ou un orignal sans bois. Mais si tu gaspilles ton gibier en totalité en raison d'un mauvais traitement, laisse le vivant», commente Guillaume Ouellet. Le président de la ZEC-BSL espère maintenant que son projet attire des entrepreneurs, et trouve aussi écho auprès de sous-traitants intéressés qui pourraient se regrouper dans la réalisation de ce projet commun. Ce qui est une très bonne idée.



Guillaume Ouellet applique l'importance d'une belle photo qui met le gibier en vedette et qui donne une belle image de la chasse, ici lors de la récente saison arc-arbalète sur la zec Bas-Saint-Laurent. Photo courtoisie



Pour écouter
Rendez-Vous Nature
en balado :

www.rendezvousnature.ca



BUCKTHORAX

418 750-1780

info@buck-thorax.com

<https://buck-thorax.com/>

- 100% canadien
- Conçu dans le Bas-du-fleuve
- Manufacturé au Québec

Permet de ventiler et de refroidir l'intérieur de la cage thoracique de votre gibier, afin de conserver votre venaison.



Boutique en Ligne :
buckthorax.com

Écarteur de cages thoraciques pour gros gibier

Amener les jeunes à skier sur les pentes

Alanis et Moris Giard ont mis sur pied un club destiné aux jeunes dans l'est de la Haute-Gaspésie désireux de faire du ski toutes les fins de semaine, malgré les contraintes de transport. C'est de cette façon qu'est né Ski phoque le club.

Dominique Fortier

Passionné par ce sport de glisse, le duo qui fréquentait alors l'école Saint-Maxime avait remarqué qu'ils étaient très peu de jeunes à se rendre au Centre de plein air de Sainte-Anne-des-Monts. «En posant la question à nos amis, on a découvert que l'enjeu principal était lié au transport», expliquent le frère et la sœur.



Moris et Alanis Giard. Photo Dominique Fortier

Alanis et Moris se sont alors mis en mode solution. «On a regardé tout ce qu'on pouvait obtenir côté transport, d'un autobus à une limousine. Finalement, la meilleure option a été le covoiturage. On a donc recruté des bénévoles qui faisaient déjà régulièrement la route entre Mont-Louis et Sainte-Anne-des-Monts.»

Après avoir effectué une vérification d'antécédents judiciaires auprès des bénévoles, ceux-ci s'engagent à transporter au moins deux jeunes lors de leurs déplacements aller-retour entre les deux villes de la Haute-Gaspésie. Ceux-ci sont libres de faire ce qu'ils veulent entre les transports, mais advenant qu'ils désirent aussi faire du ski, l'équivalent d'une passe journalière leur est remis.

Associé à Animation jeunesse Haute-Gaspésie

Pour faciliter l'obtention de subventions ainsi que la gestion et la reconnaissance du club, la meilleure option a été de se greffer à Animation jeunesse Haute-Gaspésie. Cette association permet aussi à Ski phoque le club d'organiser plus facilement des activités à l'extérieur de la Haute-Gaspésie. Ce fut le cas lors d'une expédition à Murdochville. La prochaine sortie d'envergure devrait être à Val-d'Irène.

Avec des subventions et des levées de



Des jeunes sur les pentes de ski. Photo courtoisie

fonds, Ski phoque le club peut ainsi payer l'essence pour le déplacement des bénévoles, des cartes journalières et aussi offrir 5 \$ de rabais à chaque jeune qui participe à une sortie du samedi sur les pentes.

Il y a aussi des ententes qui ont été conclues, notamment avec le centre de plein air pour le prêt d'équipement pour les jeunes. De plus, lors de la saison dernière, la Cantine chez Tom a offert des poutines gratuites à tous les jeunes du club.

Alanis et Moris sont très enthousiastes d'avoir répondu à un besoin, mais aussi d'avoir développé un intérêt chez les jeunes qui n'avaient jamais fait de ski auparavant.

En attendant le début de la saison, le club tiendra un sentier d'Halloween en guise de levée de fonds. On peut aussi s'inscrire au club, comme skieur ou bénévole, en se rendant sur la page Facebook de Ski phoque le club.

Les chasseurs appelés à être généreux en Gaspésie

Une fois de plus, les organismes en sécurité alimentaire de la Gaspésie font appel à la générosité des chasseurs.

Jean-Philippe Thibault

Le programme Chasseurs généreux est de retour pour une 10^e année. Celui-ci permet de partager une partie du fruit de leur chasse avec la collaboration de bouchers accrédités.

L'an dernier, les chasseurs de la Gaspésie ont donné quelque 1015 livres de viande aux organismes de la

région. C'est plus de 10 % des dons de l'ensemble du Québec.

Comment donner ?

Tout d'abord, s'informer auprès de son boucher pour savoir s'il participe au programme. Fait intéressant, si le don atteint le quart d'un orignal ou la moitié pour un chevreuil, les frais de débitage peuvent être remboursés. La viande sera ensuite offerte à un organisme en sécurité alimentaire local.

Pour la saison précédente, plus de

4500 dépannages alimentaires ont été donnés en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine. Il s'agit d'une augmentation de 70 % comparativement à l'année 2020.

Les organismes membres de la table régionale de concertation en sécurité alimentaire ont également cuisiné plus de 145 000 portions en cuisine collective et distribué plus de 37 000 collations à l'école.

Le programme a été créé en 2014, à Rimouski, avant de se déployer partout au Québec en 2016.



Le programme Chasseurs généreux est de retour pour une 10^e année. Photo archives

Le Gaspésien Justin Blais rêve à la LNH

Justin Blais est resté quelque peu surpris lorsque son capitaine Jan Golick, des Olympiques de Gatineau, lui a appris après une pratique qu'il faisait partie des 40 joueurs sélectionnés, par la LHJMQ, pour participer au Match des Espoirs.

Jean-Philippe Thibault



Justin Blais le lendemain de son accident, le 2 novembre 2024. Photo Olympiques de Gatineau

«Surpris un peu, mais on a eu un bon début de saison avec l'équipe et individuellement aussi c'a bien parti alors je savais que j'avais mes chances. J'en avais déjà parlé un peu avec mon agent. Donc confiant, mais un peu surpris en même temps», explique le principal intéressé au Soir.

Le défenseur de Port-Daniel-Gascons qui vient de fêter son 18^e anniversaire en est à sa troisième saison dans la

LHJMQ. Il espérait profiter de l'événement réunissant les meilleurs espoirs de la LHJMQ, présenté cette semaine à Sherbrooke, pour faire écarquiller les yeux de quelques recruteurs. Et ultimement se retrouver sur la liste finale de la centrale de recrutement de la LNH.

«Il va y avoir beaucoup de talent sur la glace. On va essayer de se prouver. Je veux montrer ce que je suis capable de faire. Mon objectif numéro 1 est de me faire repêcher dans la LNH. Ça va me prendre un bon reste de saison; montrer que j'ai ma place parmi les meilleurs pour qu'une équipe me choisisse.»

Après 11 rencontres disputées, les Olympiques avaient une fiche de 6-5. Justin Blais n'a pas de plan en particulier pour arriver à ses fins outre d'avoir une bonne saison. «Après, c'est de voir si on ressort du lot et qu'on attire le regard des recruteurs. Ça va bien en ce moment. J'ai plus de temps de glace que les autres années alors j'ai plus de temps pour me prouver.»

Ce dernier croit pouvoir atteindre au moins la deuxième ronde des séries éliminatoires avec la formation gatinoise.

Entièrement rétabli

Pratiquement à pareille date l'an dernier, le 1^{er} novembre 2024, Justin Blais a donné une bonne frousse aux spectateurs réunis à Baie-Comeau en



Justin Blais en est à sa troisième saison avec les Olympiques de Gatineau. Photo Olympiques de Gatineau - Dominic Charette

faisant une vilaine chute lors d'une escarmouche. Sa tête a frappé la glace de plein fouet. Son corps s'est pris de convulsions et le gaillard de 6 pieds est sorti sur une civière. Avec deux minutes à faire à la rencontre et un pointage de 8-2 en faveur des locaux, la partie s'est terminée après cet événement qui a laissé la foule muette.

Le défenseur a repris connaissance dans l'ambulance seulement et ne se rappelle plus des derniers moments avant l'impact. «Maintenant, tout est correct. Je n'ai aucun symptôme

et ma tête est à 100 %. Sur le coup, j'étais magané pas mal, mais j'ai eu beaucoup de support à me rétablir le plus rapidement possible.»

Le numéro 12 est resté à l'extérieur de la patinoire pendant deux mois. Il est revenu au jeu après le temps des Fêtes. «Quand je me suis réveillé dans l'ambulance, je me suis dit que ça devait être sérieux parce qu'il y a un petit bout que je ne me rappelle pas, mais je savais que j'allais me rétablir et rejouer au hockey. Je suis retourné au jeu et j'ai eu une bonne fin de saison. Je suis au mieux présentement.»

Arsenault et Branton ignorés par Hockey Canada

Zack Arsenault et Maxwell Branton ont été ignorés par Hockey Canada afin de prendre part au Défi mondial des moins de 17 ans, qui se tiendra du 31 octobre au 8 novembre en Nouvelle-Écosse.

Olivier Therriault

Les deux recrues de l'Océanic avaient été invitées au camp national d'évaluation organisé, en juillet, en Ontario. Il regroupait 80 des meilleurs espoirs

sélectionnés par les formations de la Ligue canadienne de hockey.

Parmi les 44 joueurs choisis qui porteront les couleurs des équipes Canada Rouges et Canada Blancs, seulement cinq Québécois, soit le gardien Mathys Fortin (Saint-Eustache M18 AAA), le défenseur Thomas Charbonneau (Québec) ainsi que les attaquants Loïk Gariépy (Victoriaville), Antoine Provencher (Charlottetown) et Alexis Joseph (Saint John), le premier choix

du repêchage 2025 dans la LHJMQ.

Perrault sera de la partie

Au moins un représentant de l'Océanic participera au tournoi. L'entraîneur-chef avec l'Océanic, Joël Perrault, agira comme adjoint avec la formation Canada Blancs, dirigée par Scott Barney, entraîneur-chef des Wolves de Sudbury dans la Ligue de l'Ontario (OHL). L'ancien joueur du Canadien de Montréal, Kyle Chip-

chura, aujourd'hui entraîneur-chef des Oil Kings d'Edmonton, travaillera avec Barney et Perrault.

Le Défi mondial de hockey chez les moins de 17 ans regroupe les équipes Canada Rouges et Canada Blancs, en plus des États-Unis, de la Suède, de la Finlande et de la Tchéquie. Le tournoi 2025 se déroulera à Truro, une ville située à environ une heure au nord-est d'Halifax.



L'OCÉANIC DE RIMOUSKI

Evan Dépatie s'impose à la ligne bleue

« J'aime ça être baveux un peu »

Les premières semaines de la nouvelle saison de l'Océanic ont permis aux partisans de découvrir le défenseur Evan Dépatie, qui a été acquis des Foreurs de Val-d'Or lors de la saison morte.



René Alary
ralary@lesoir.ca

À 19 ans, il est un pilier important d'une brigade défensive qui a été amputée de cinq de ses six arrières réguliers de la dernière fin de saison. L'arrière de Granby s'impose à la ligne bleue avec un temps d'utilisation de 22 minutes en moyenne par partie. Avant les deux derniers matchs contre Sherbrooke, son dossier était de 2-6-8 en neuf parties.

« J'adore mon rôle ici, je pense que je le prends à cœur. Je n'avais pas eu la même chance à Val-d'Or. Je prends ma place et j'adore Rimouski », raconte celui qui est souvent jumelé à la recrue de 16 ans, Justin Beaulieu.

Dépatie est celui qui anime le jeu de puissance. « On m'utilisait sur la deuxième unité avec les Foreurs. C'est mon rôle, mais je suis capable d'apporter aussi de la défensive et être solide. Je prends mon rôle à cœur », poursuit-il.

À 5 pieds 9 pouces et 175 livres, il n'est pas imposant physiquement, mais il n'est pas du genre à s'en laisser imposer. « J'aime ça être baveux un peu. Je ne suis pas le plus gros, mais je peux jouer physique et je me sers de mon bâton pour enlever la rondelle à mes adversaires. »

Perrault apprécie

Chose certaine, Joël Perrault apprécie le jeu de son défenseur portant le no 10. « Il est extrêmement talentueux et quand je parle d'opportunités à saisir, il est un bel exemple. Dans son groupe d'âge, il a tout le temps été dominant. Offensivement, il est très bon, mais au-delà de ça, c'est un gars qui joue des grosses minutes, il prend goût à ça et il compétitionne. Il travaille fort aussi avec Donald (Dufresne) pour améliorer les deux côtés de sa game, pas juste le côté offensif. Pour un gars de 19 ans qui a eu un rôle un peu plus effacé dans les deux dernières années



À 19 ans, Evan Dépatie est un pilier important d'une brigade défensive de l'Océanic. Photo René Alary Photo René Alary

à Val-d'Or, il fait de très bonnes choses pour nous. »

À Baie-Comeau

L'Océanic collectionne les programmes doubles depuis le début de la saison. Après Baie-Comeau, Chicoutimi et Sherbrooke dans les premières semaines du calendrier, la formation rimouskoise prendra le bateau pour la Côte-Nord, jeudi, pour y affronter le Drakkar, vendredi et samedi, au Centre sportif Alcoa.



Evan Dépatie se plaît dans l'uniforme de l'Océanic. FolioPhoto.net- Iften Redtjah

Éditrice :
Louise Ringue
Directeur régional de l'information :
Olivier Thériault

Le SOIR

Adjointe à l'éditrice et directrice du développement des affaires : Nadine Perron
Directrice adjointe régionale de l'information : Johanne Fournier
Journalistes :
René Alary
Alexandre D'Astous
Véronique Bossé
Dominique Fortier
Annie Levasseur
Bruno St-Pierre
Jean-Philippe Thibault

Conseiller-ère en solutions médias : Alexandre Bédard Lamer,
Rémi Côté et Hélène Houde
Coordonnatrice à la maquette et web : Mélanie Darcidie
Coordonnateur expérience client et projets spéciaux : Frands Mimeault
Graphistes : Aude Robert-Gingras, Benoit Guérrette
Développement web : Martin Ayotte Cummings

Publié par : Publications Le Soir Inc. ISSN : 2562-0126 (en ligne)



Reçu en reconnaissance
l'impôt fédéral du Canada

Canada

Québec

Vous cherchez une façon de vous distinguer?

PENSEZ À NOS VERSIONS WEB ET PAPIER

Nos spécialistes en solutions
médias sauront vous guider grâce
à leur savoir-faire éprouvé.

On vous remarquera à tout coup!

581 805-9908 poste 3170

Le SOIR